

Liste des annexes

- Annexe n°1 : Retranscription de l'interview de Manuela Valentino, Conservatrice des sites Unesco à Mons, réalisée le 18/04/2013.....2
- Annexe n°2 : Retranscription de l'interview de Géraldine Simonet, chargée de communication pour le Pôle Muséal, réalisée le 01/07/2013.....12
- Annexe n° 3: Retranscription de l'interview de Manuela Valentino, Conservatrice des sites Unesco à Mons, réalisée le 03/07/2013.....18
- Annexe n°4: Simulations de l'architecture du futur Centre d'interprétation des minières néolithiques de Spiennes.....26
- Annexe n°5 : Minières en sous-sol.....28
- Annexe n°6: Compétences de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Détail des compétences pour les matières culturelles.....29
- Annexe n°7: Compétences de la Région Wallonne.....30
- Annexe n°8: Organigramme : Fonctionnement du Comité Wallon du Patrimoine Mondial (CWPAM) et des structures de gestion.....33
- Annexe n°9 : La double page consacrée à Spiennes dans la brochure 12 pages sortie en 2012.....34
- Annexe n°10: Flyer promotionnel et photos relatives à Spiennes dans l'exposition en plein air au parc du Beffroi du 22 juin au 29 septembre 2013.....35
- Annexe n°11: Etude approfondie des pratiques et consommation culturelles de la population en fédération Wallonie- Bruxelles ».....37

Annexe n°1 : Retranscription de l'interview de Manuela Valentino, conservatrice des sites Unesco à Mons, réalisée le 18/04/2013

Comment est né le projet ?

L'idée de faire un musée aux minières néolithiques de Spiennes remonte quasiment au moment de la découverte du site. C'est un site assez atypique, qui est en sous-sol. Il y a toujours eu la volonté de rendre les minières accessibles. En 1920, ça va être fait dans un bâtiment qui appartient maintenant à la Région Wallonne et qui a plutôt muté comme station de recherche archéologique plutôt que réellement un musée, bien qu'on y exposait des pièces. Par le passé, il y avait un musée de la préhistoire ici en centre ville, dans l'ancien Mont de Piété. Il était quand même assez important, une partie était dédiée à Spiennes. Et depuis une vingtaine d'années on voit clairement que l'idée de refaire un musée à Spiennes a resurgi. Donc ça remonte bien avant que le site soit reconnu par l'Unesco.

Sur ces 20 dernières années, il y a eu différents projets architecturaux qui ont été dessinés et qui n'ont jamais abouti parce que c'était des projets assez impactants pour le sol archéologique. En fait les architectes voulaient absolument que les gens arrivent directement dans les minières. Généralement, ils voulaient percer une partie du sol et arrivaient littéralement dans les minières et donc à chaque fois la Région Wallonne n'était pas d'accord avec ça. Les uns après les autres, les projets se sont suivis mais n'ont jamais abouti.

Et puis ici dernièrement, moi je n'étais pas encore là, mais visiblement il y a 6-7ans, le projet a été remis sur pied. A partir du moment où ça a été reconnu par l'Unesco, la ville a vu les enjeux d'avoir un musée relatif à un patrimoine Unesco. Le site est reconnu à part entière, pas dans une candidature collective, il a été reconnu lui-même dans sa totalité. La ville va faire l'achat des parcelles où se trouvent les minières les plus facilement accessibles, donc à petit Spiennes. C'est un endroit où on peut aller assez facilement. Bon c'est vrai, il y a une échelle droite mais où on sait quand même se tenir debout, ce qui n'est pas forcément toujours le cas. Il y a d'autres minières qui ne sont pas toujours accessibles.

Au départ, l'idée était de faire un pavillon d'accueil en plein milieu des champs. La ville va mandater une association qui s'appelle « la société de recherche préhistorique », donc la SRPH. Ils travaillent déjà depuis les années 50 sur le site, ils faisaient des fouilles pour faire des visites guidées en sous-sol. Donc cette ASBL va s'occuper de faire descendre, chaque 1^{er} dimanche du mois et aux journées du patrimoine, chaque visiteur qui souhaitait descendre à Spiennes. Et donc en moyenne il y avait à peu près 1000 visiteurs par an qui descendait, ce qui peut sembler peu mais vu le planning assez réduit c'est quand même pas mal ! Et puis je pense aussi qu'avec la dimension Mons 2015, clairement, les choses se sont accélérées. Du petit pavillon d'accueil qu'on avait imaginé, qui était une espèce, je caricature, une espèce d'aubette à la tête du puits qui permettait de s'abriter, de s'harnacher pour descendre, on a pensé faire un centre d'interprétation. On a pensé à aller chercher des subsides européens. Et donc le dossier va vraiment être monté par le cabinet d'Elio Di Rupo pour aller chercher ces financements, avec une fiche projet qui met clairement en valeur la dimension archéologique.

L'idée c'est quand même qu'il y ait des fouilles archéologiques dans ce Centre. Les dimensions signalétique, scénographique, exposition qui expliquent le site, mais aussi la dimension de la balade sont aussi fort importantes. C'est un site qui est fort étendu et ces 3 temps là, ces 3 temps forts, on va les retrouver dans le futur Centre, puisque le projet a été accepté. C'est un budget qui tourne autour de 2 millions d'€ au départ, puisqu'il y a eu des dépassements.

Et donc le projet va être accepté et un architecte va être mandaté. Et c'est vrai que l'architecte, le bureau Holoffe, a été assez intelligent dans son travail sur le bâtiment parce qu'il a vraiment voulu respecter la zone archéologique. C'est une dimension qui a bien plus à la Région Wallonne. Ils ont respecté au maximum la zone archéologique, à l'inverse des autres architectes. Ils se sont dits « on ne va pas faire un bâtiment classique, on est au milieu d'un champ, on est sur un terrain qui bouge, on va plutôt faire une espèce d'enveloppe ». Bon l'enveloppe elle fait quand même 800 m² donc elle n'est pas si petite que ça. Mais donc c'est vraiment une enveloppe qui vient se poser sur le sol avec le moins d'impact possible sur le sol. On n'a pas des gros pieux ou des choses comme ça. On est vraiment avec des systèmes architecturaux qui permettent de ne pas trop impacter le sol. Et il n'y aura pas de chauffage par exemple dans le futur Centre. C'est vraiment une enveloppe qui respire et qui protège ce site puisque pour les minières c'était vraiment très important de construire un bâtiment de ce type. En effet, la craie, quand elle est à l'intérieur d'un bâtiment, elle se conserve beaucoup mieux, l'humidité joue beaucoup sur la craie.

Donc construire ce musée, c'est bien sûr valoriser les minières, mais c'était aussi les préserver. Parce que si on ne l'avait pas fait, on peut se dire que dans un certain nombre d'années, on n'aurait plus pu conserver ce patrimoine là. Hors c'est un patrimoine Unesco. Donc l'Unesco, qui a reconnu le site depuis 2000, demande évidemment à ce que le patrimoine soit conservé mais aussi valorisé. Ça, peu de gens le savent, et ils s'en sont bien revendiqués dernièrement, mais l'idée n'est pas de mettre un patrimoine sous cloche, c'est vraiment de l'ouvrir au public. Alors bien sûr ce n'est pas aussi simple que ça parce qu'il faut trouver le juste équilibre, il y a des normes, c'est vraiment, au niveau de la conservation, très lourd à porter. Mais voilà on est vraiment dans cet état d'esprit là quoi.

Quels sont les acteurs qui interviennent au fur et à mesure dans le projet ?

Au départ il y avait la ville de Mons, la Société de Recherche Préhistorique en Hainaut, qui est déjà là depuis les années 50, elle a ensuite repris ses missions d'adaptation, la Région Wallonne, qui est déjà là depuis des années aussi avec DGO4, qui est le département d'archéologie, puisque eux aussi investissent dans les fouilles à Spiennes depuis de nombreuses années. Ils ont une cellule d'archéologues qui est à Spiennes de manière indéterminée, ce qui est assez rare, en Belgique en tout cas. Progressivement, il y a le bureau d'architecture qui est arrivé. C'est ce bureau d'architecture qui coordonne tout le projet. C'est aussi eux qui ont en charge la stabilité, qui a été sous traitée au bureau « Greych », un des plus gros bureaux belges concernant la stabilité. Une boîte de scénographie a aussi été mandatée, ils vont gérer la retranscription de la scénographie dans l'espace. Il s'agit de « EOdesign partners ». Et donc en dehors de ces partenaires là, on a les financiers évidemment. L'Europe

est arrivée, je pense que c'est à peu près tout. Et l'Unesco évidemment, puisqu'elle est présente par définition. Mais ce n'est pas un véritable partenaire. L'Unesco, c'est plutôt un label et un garde fou à la foi. L'Unesco n'apporte rien financièrement. C'est juste un label prestigieux.

Quels ont été les grandes étapes du projet ? (Déjà abordées et à venir). Où en est le projet actuellement ?

Là on en est au niveau du chantier. Donc en fait, il y a d'abord une fiche projet et un dossier financier qui ont été rédigés évidemment. Quand le dossier financier a été accepté, on a un démarrage via un cahier des charges sur un bâtiment et sur les objectifs qu'on s'est fixés. À ce moment là, il y a un concours entre différents architectes. Un architecte a remporté le marché. Et là, les architectes ont vraiment continué leur étude en profondeur du bâtiment. Ils ont aussi géré les contacts avec la Région Wallonne. En effet, on a dû passer par un certificat de patrimoine, comme on l'appelle. Ce sont des spécialistes qui se positionnent par rapport à la conservation du site et à l'impact du bâtiment.

C'est un dossier assez complexe puisqu'il y a des étapes qu'il n'y a pas forcément dans d'autres dossiers. Notamment avec la société des eaux parce qu'on est juste au dessus de la nappe phréatique qui alimente Mons en eau. Il a fallu avoir l'accord par rapport à la déontologie des eaux pour être sûr que le Centre ne viendrait pas polluer la nappe phréatique. Enfin, quand je dis le Centre, c'est surtout ses visiteurs, les voitures, et tout ça. Donc tout cela a dû être réfléchi.

Jusque là, il n'y avait pas de personne référence qui gérait directement le dossier. C'était bien sûr le cabinet, et Xavier Roland notamment, qui ont géré pendant tout un temps. Tant que ce n'était qu'un dossier, ça allait. Puis quand ça s'est concrétisé, la ville a fait un engagement, il y a donc à peu près 1an ½. Je me suis donc retrouvé en charge de ce dossier. C'était une étape importante pour la ville, parce que moi quand je suis arrivée, je me suis rendue compte que tout était un peu dispatché dans différents services et chez différentes personnes. Il a fallu ramener toutes les informations, ce qui n'était pas forcément évident. Et surtout, il a fallu apporter une stratégie et une vue d'ensemble sur le fait qu'on allait créer ce bâtiment, qu'on allait avoir 2015, et qu'après on allait devoir continuer à vivre. On devait donc avoir un vrai projet culturel autour de ce Centre.

Moi quand je suis arrivée, on a commencé à travailler à la scénographie. On a bouclé la scéno, le choix des pièces, la réalisation des textes, la charte graphique, puisque c'est avec la boîte de scénographie qui avait été contactée pour cela. On a bouclé ça l'été passé. Tout est déjà dessiné, vitrine par vitrine, pièce par pièce, les cartels de textes, etc. il n'y a plus qu'à faire traduire et à faire imprimer et à tout faire mettre en page. Mais je pense qu'on est déjà bien avancé là dessus.

Pour ma part, j'ai commencé à monter pas mal de partenariats culturels aussi. Puisqu'on n'a pas forcément de moyens extensibles. On a par exemple monté un partenariat avec Technocité, un centre de formation spécialisé en imagerie 2D et 3D. Grâce à ça, on va pouvoir monter des films inédits à partir des données scientifiques. Par exemple un de ces films, c'est

la reconstitution de Spiennes il y a 6000ans. On n'aurait jamais pu se payer ça donc le partenariat est très intéressant. On a aussi d'autres partenariats culturels.

Après cette grosse étape là, il y a eu tous les cahiers des charges, ce qui n'était pas rien en termes de réalisation. C'est-à-dire que pour chaque sous département, il y a un cahier des charges qui a été fait. Pour le graphisme, la traduction, etc. Dans ces cahiers des charges, on notifie les quantités, ce qu'on veut, etc. Donc tout cela a été fait.

Et puis, le chantier a commencé réellement au mois de janvier. Depuis le mois de septembre, il y avait déjà des contacts avec les entreprises. Mais comme on est sur un site spécifique, il y a différents soucis qui se sont posés à certains moments. On a dû prendre toutes les mesures nécessaires, ça nous a fait perdre du temps. Par exemple, en sous-sol, on a dû colmater certains piliers. Avec le chantier, on a eu pas mal de soucis dès le début. Donc il a réellement commencé en janvier.

Pour le moment, les ouvriers en sont à l'aménagement de la route d'accès. Ça n'a l'air de rien mais comme on est au milieu des champs, c'était un peu compliqué pour les camions d'accéder au site. Ensuite ils ont décapé le sol.

Et j'oublie de dire, il y a aussi eu des fouilles archéologiques au préalable, là où le futur Centre prendra place. Les archéologues voulaient voir, avant les travaux, ce qu'il y avait concrètement sous l'herbe. Et donc ensuite, ils ont pu creuser les fondations. Ils sont venus mettre des structures métalliques pour couler les fondations. Et là, ils doivent débousser, dans les jours prochains, deux puits vieux de 6000 ans. Donc en fait, il y a 2 puits qui vont servir de sorties de secours, si jamais il y a un problème en sous-sol un jour, pour que les gens puissent sortir. On a 2 espèces de tronçons de terre qui sont bloqués depuis 6000ans entre 2mètres de haut en dessous et jusque la surface. On a 3 mètres sur 1 mètre qu'on va déboucher littéralement pour pouvoir mettre la sortie de secours. Et ça c'est quelque chose d'assez compliqué visiblement, il faudrait venir avec des grosses machines. Mais finalement, ça va se faire à la main avec un gars attaché à une grue avec une pelle, qui va descendre au fur et à mesure. Ce qui explique que parfois, il y a des pertes de temps. Car il y a des choses qui n'étaient pas forcément prévues comme ça à l'origine. Ou les archéologues remettent plein de mesures de sécurité par rapport à la conservation du site. Donc c'est autant de choses qui ralentissent le chantier.

Et après ça, on viendra placer les toitures et tout. Donc les étapes qu'ils restent, grosso modo, d'ici janvier si tout va bien, on devrait avoir le gros œuvre et puis les agencements autour du Centre. Ça va prendre du temps, pour mettre en place le nouveau parking, des routes d'accès pour les piétons, la ballade, etc. Tout ça pour dire que, si tout va bien, d'après les plannings qu'on a aujourd'hui, on devrait ouvrir vers mai/juin 2014. Mais en même temps on sait qu'il y a tellement de spécificités qu'on risque encore d'être reporté¹. Sachant que la dernière étape sera la mise en place de la scénographie dans le lieu. Une fois qu'ils ont fini le gros œuvre, ils viennent avec les piliers, le toit, tout autour, la protection métallique, il s'agit d'une espèce de gros mur métallique avec des encablures à l'intérieur, puis les portes, les fenêtres. Quand tout

¹ Lors d'une deuxième rencontre avec la conservatrice, en juillet, elle m'apprend que l'ouverture est finalement reportée à 2015.

cela sera mis, on va installer l'électricité. Et après les pans de murs dans le Centre. Il n'y en aura pas beaucoup mais il y a quand même quelques pans de mur à installer, avec les gardes fous et tout ça. Puis le mobilier, placer les objets dans les vitrines, les panneaux, ... Il y a encore du boulot !

Quels sont les objectifs du futur Centre d'interprétation ?

Les objectifs principaux sont la valorisation et la préservation du site. Mais ces 2 objectifs sont très très larges. L'Unesco nous donne un plan de gestion à suivre dans différents axes. On va retrouver la conservation, la communication, les relations internationales, la recherche scientifique, la pédagogie aussi, on va retrouver différents axes que l'ont doit respecter. Maintenant au niveau de la ville, l'objectif c'est vraiment de rendre accessible ce site, de le valoriser. En termes de public, par exemple, on s'est clairement mis des objectifs en termes de conservation. Ce n'est pas un site qu'on va bourrer de public. Le site, ce n'est pas les pyramides de Gizeh, en termes de conservation, ça ne le supporterait pas. On sait que si tout va bien, à l'horizon 2015, on aura 20000 visiteurs par an, en sachant que le site n'est ouvert que d'avril à octobre puisque quand on a les gelées et tout cela, c'est quasiment inaccessible. On l'a vu cette année avec la neige.

Le téléphone sonne-interruption de l'interview

Donc les objectifs qu'on s'est fixé en termes de public, c'est vraiment un objectif pédagogique. Dans les 20000 visiteurs, la jauge qu'on se donne c'est qu'on aura 50 à 60% de pédagogique. Le reste ce sera du tourisme et du grand public.

Donc voilà, objectif de conservation, d'accessibilité, et évidemment pour la ville, mettre en avant la présence de 3 patrimoines Unesco, ce qui ne court pas les rues ! Donc c'était aussi de mettre ce patrimoine Unesco bien en avant.

Quel est le message que le Centre souhaite mettre en avant ?

Dans la communication générale, ce sera le génie humain qui sera mis en avant. Parce que, quelque part, le site a été reconnu à ce niveau là. Des sites « génie humain » reconnus par l'Unesco, il n'y en a pas beaucoup. Donc c'était d'autant plus important de le valoriser. Le fil conducteur, le message qu'on veut laisser au visiteur qui visitera l'expo dans le Centre d'interprétation, c'est vraiment montrer qu'à cette époque là, on est en pleine révolution néolithique. C'est un moment où l'homme, il y a 6000ans, décide de se sédentariser et de défricher les forêts. C'est pour cela qu'il décide d'aller chercher son silex. Il veut rester plus ou moins dans un même lieu, il ne veut plus se promener partout. Et quand on stagne, on a besoin d'élever des animaux, on a besoin de cultiver le sol. A ce moment là, l'homme va adopter un mode de vie dont aujourd'hui on est toujours les héritiers. Et bêtement comme je dis toujours, ça fait toujours sourire, quand on est dans notre salon et qu'on va chercher un truc dans le frigo, c'est un mode de vie qui a été engagé il y a 6000ans, et dont Spiennes atteste.

Pour nous, ce qui est important, c'est justement de montrer la modernité du site et comment on peut comprendre, aujourd'hui, des choses à partir d'un site vieux de 6000ans. Il y a notamment tout un espace, dans le futur Centre, où on a fait une énorme ligne du temps. Devant cette ligne du temps, on a comparé des objets très contemporains à des objets de l'époque, pour justement marquer, comme je le disais, aussi bien la sédentarisation que l'évolution technologique, et que le mode de vie. Parce que, le fait que des villes apparaissent peu de temps après nous montre bien que tout cela est lié en fait. Pour nous, c'était fort important de mettre ce message là au centre. Parce que parfois on vit dans un monde de consommation, enfin de toute façon, on vit dans un monde de consommation, et on se pose pas mal de questions. Et là ça permet de remettre les points sur les « i » et de voir, en tant qu'humain, de quoi on vient et de quoi réellement on a besoin pour vivre. Donc c'est quand même une grande leçon d'histoire quand on voit ce qui sort sous nos pieds là bas.

Quels ont été les étapes dans le choix du nom du Centre ?

Pour le choix du nom, ça a toujours un peu été comme une épée de Damoclès (rire). Bien sûr, un centre d'interprétation doit avoir un nom. C'est vrai que quand je suis arrivée, c'était « *Centre d'interprétation des minières néolithiques de Spiennes* ». En termes de comm', ce n'est pas bon du tout parce qu'un centre d'interprétation, les gens ne savent généralement pas ce que ce que ça veut dire. « Minières néolithiques de Spiennes machin brole » c'est quand même assez long en termes de comm'. Donc il y a eu de longues discussions et la 1^{ère} proposition qui est sortie était « espace de découvertes ». Pour moi, c'était la plus juste. En effet, ça faisait référence aux découvertes archéologiques, découvertes aussi que le visiteur va faire sur place. Je tenais beaucoup à ce nom, mais il semblerait qu'en termes de comm', ce n'était pas encore assez porteur. On a encore réfléchi, même si dans le cas de Spiennes, il n'y a pas eu 36000 propositions. Le nom qui est ensuite sorti, c'était le « Silex'S », qui n'est pas encore communiqué aujourd'hui. On est seulement en train de voir, un moment donné, comment on va communiquer sur tous les noms définitifs. Et « Silex'Spiennes », ça va devenir « Silex'S » avec l'apostrophe. Avec l'idée qu'en termes de comm', quand on tape silex sur internet, on va tomber sur le site du Centre, que c'est quand même l'élément le plus spécifique à Spiennes, puisque tout démarre de là j'ai envie de dire. Et voilà on est parti là dessus, le « Silex'S ». En principe, ça ne changera plus, c'est passé au collège donc en principe ça va rester. L'avantage c'est qu'on cherchait un nom court et tranchant. Au niveau de l'international ça va passer aussi puisqu'il ne faut pas le traduire.

Et c'est intervenu à quel moment ?

Le nom ? C'est arrivé réellement depuis l'été. En termes de communication, tant que c'est dans un dossier, ça peut rester « centre d'interprétation », mais maintenant qu'on a commencé

à monter les projets culturels avant les ouvertures, il faut un nom. L'idée c'est de communiquer sur les noms en amont pour que les gens s'approprient ces noms, avant que les Centres ne soient ouverts. Et puis il y avait aussi l'échéance de travailler sur la charte graphique du lieu, donc il fallait bien un nom pour travailler sur la charte.

Quelle est la stratégie pour l'ouverture ? Et pour pérenniser ce Centre ?

Alors là, c'est un gros gros dossier. Cette stratégie, elle fait 700 pages. En résumé, la stratégie c'est déjà d'avoir le bâtiment, d'avoir des formules pédagogiques, une offre pédagogique qui va être étayée au fur et à mesure des années. On veut viser d'abord les publics cibles avant de s'engouffrer dans les publics plus spécifiques.

Le temps est très court entre moi, mon arrivée, et le moment où on va ouvrir, c'est très très court. Donc on va vraiment à l'essentiel avant les ouvertures pour pouvoir répondre aux demandes qu'on aura aussi bien en termes de comm' qu'en termes de pédagogie. Par exemple, pour le pédagogique, on travaille essentiellement pour la fin du primaire et le début du secondaire. Parce que c'est à ce moment là qu'ils voient la préhistoire et qu'ils sont susceptibles de voir Spiennes. Mais par la suite, on fera vraiment des formules pour le maternel, pour le public différencié, pour tout ça. Mais pour le moment, on ne peut pas travailler partout en même temps.

La stratégie, à l'ouverture, c'est aussi d'avoir une publication. Donc ça aussi on travaille dessus. Mais là aussi, au fur et à mesure des années, on va avoir toutes sortes de publications qui vont tomber, comme dans tous les musées en somme.

Et puis en termes de communication, c'est aussi la stratégie liée au tourisme. On est vraiment dans un projet culture-tourisme en termes de public. Ces derniers mois, on s'est fort rapproché du tourisme pour que ce soit porté. La stratégie de Spiennes, en termes de communication, elle rentre dans une stratégie beaucoup plus globale qui est la stratégie autour des 3 patrimoines Unesco de Mons. Par exemple, en termes de comm' et de tourisme, on va très peu communiquer seul. On va essayer, entre guillemets, de chaque fois vendre les 3 sites Unesco ensemble. Ça a un impact plus fort de vendre 3 sites Unesco à la fois, plutôt qu'un seul. Et puis, la stratégie au niveau communication, c'est aussi d'arriver à avoir l'Unesco, donc on est en train de travailler ça. Par exemple, on essaye d'avoir une conférence de presse sur Paris, on verra si on y arrive. Parce que ce n'est pas tous les jours qu'on a un musée, ici 3 en l'occurrence, qui ouvre. Donc l'idée c'est d'essayer d'avoir de la presse internationale. On est évidemment très proche de Mons 2015 aussi, il faut que les 3 sites soient bien mis en avant. Après, pour les années à venir, le gros challenge c'est vraiment l'équilibre entre la valorisation et la conservation. Parce que, entre guillemets, si un moment donné la boutique marche trop bien, on risque d'avoir trop de monde sur le site, ce qui serait nuisible. Inversement, il ne faut pas qu'on ait trop peu de monde. Et donc, il va falloir sans cesse renouveler des partenariats, aller chercher des moyens, recréer des choses.

Il y a déjà, parce que l'Unesco nous le demande, un plan de gestion qui a été écrit et qui fait 700 pages. Ça permet d'expliquer pour chaque champ, selon les axes de l'Unesco, ce que l'on va faire à court, moyen et long termes. Pour chaque action, on a une fiche. En fait on a dû faire un état de la question, puis on a dû faire les perceptives à court, moyen et long termes, et

puis pour chaque perceptive, on a dû faire une fiche qui donne vraiment qui va faire quoi, qui est responsable de quoi, est-ce que le budget existe, est-ce qu'il n'existe pas, etc.

On a dû faire le budget jusque 2015. On a sollicité les régions par rapport aux apports financiers qu'elles pourraient amener, mais aussi la province pour d'autres moyens publics qui pourraient nous aider.

Et on a aussi listé où étaient les faiblesses et points forts du site, voir où il fallait être vigilant. Donc voilà. Tout cela c'est de la stratégie à long terme. Mais après, évidemment, c'est continu. Tous les 6 mois, on aura notre comité de gestion Unesco. Donc tous les 6 mois j'expliquerai l'évolution, les choses qui auront avancées, les choses qui n'auront pas avancées, peut-être des nouvelles problématiques qui apparaîtraient en cours de route. Et on a aussi un comité scientifique Unesco où on retrouve différents scientifiques au niveau international et au niveau belge qui se positionnent sur différentes questions scientifiques à ce moment là, liées au site.

Quels sont les différents supports de communication envisagés ?

Ça il faut plutôt voir avec Géraldine, elle a tout un plan comm'. Mais sinon au niveau de la stratégie comm', c'est aussi bien papier, que web, affiches, flyers, tout ce qu'on peut imaginer. La grosse question, c'est les moyens. On a été grappillé à différents niveaux de pouvoir et vraisemblablement, on va faire une ouverture avec 80000€, ce qui n'est pas énorme pour un site au niveau international et pour tenir une petite année. On mise surtout sur la province, qui va mettre des moyens, la région va mettre des moyens, donc ça va nous permettre, par rapport à d'autres sites, de bénéficier de choses intéressantes.

Est-ce qu'il y a un calendrier d'activités défini ?

Ce calendrier là avait été arrêté mais avec les chantiers, on n'est jamais à l'abri. Donc pour le moment, en termes de conférence de presse, ça devrait devenir imminent, c'est-à-dire dans 1 mois, 1 mois ½, une conférence de presse devrait sortir. Et puis ben, il y a une rencontre citoyenne la semaine prochaine, mercredi. Et puis après, on attendra la conférence de presse de l'ouverture, donc ce sera au moment de l'ouverture. On espère printemps 2014 ou septembre on verra en fonction de ce qui sortira. En fait notre job il est fait, scénographie et tout ça, maintenant on attend que le bâtiment soit là ! Malheureusement on ne sait pas mettre de pression tonitruante donc voilà.

Et en ce qui concerne les budgets/subsides ?

90% vient du fonds européen FEDER. 2.100.000€ quelque chose comme ça. 10% sont amenés par la ville de Mons. Et puis il y a tous les dépassements, puisque il y a des

confortements, des choses qui n'étaient pas prévues. Et alors là, dans les confortements, ça dépend. Si c'est dans la zone archéologique, comme le site vient de passer à l'exceptionnel à la Région Wallonne, on bénéficie de 90% de leur soutien. Donc la région investit à 90%. Si ce n'est pas dans la zone archéologique, à ce moment là, c'est à charge complète de la ville de Mons. Mais grosso modo voilà, avec tous les changements qu'il y a eus avec la société des eaux qui a demandé des changements plus lourds sur le sol, à peu de chose près, d'après les calculs qu'on a actuellement, on aura un dépassement d'à peu près 100.000€. Là dessus, il y a des parties qui vont être prises par d'autres et d'autres...

Quels sont les gros problèmes rencontrés jusqu'à présent ?

Jusque maintenant, c'est surtout des problématiques liées au chantier et à la conservation. On est vraiment sur un gruyère. Littéralement, on est au dessus de ce gruyère. Donc voilà, il y a par exemple eu des vibrations qui n'étaient pas adaptées, ce genre de choses. On a par exemple dû faire une étude vibratoire pour être sûr que la stabilité n'était pas en péril, enfin c'est ce genre de choses. C'est surtout le chantier qui chamboule pas mal de choses.

Quel est l'impact de l'Unesco sur le projet ?

L'impact de l'Unesco, c'est surtout un label de qualité qui, au niveau touristique, est bien sûr très intéressant. Mais c'est aussi un garde fou par rapport à la conservation du site. Il y a pas mal de sites où ils vont faire marche arrière. Comme par exemple au Mont Saint Michel, parce qu'il y a trop de tourisme et que ça nuit. Donc, c'est vraiment un garde fou. Maintenant d'un point de vue financier, l'Unesco n'apporte rien à part en temps de guerre ou vraiment si le site est en péril, ce qui j'espère ne sera pas notre cas ! Donc voilà, leur rôle c'est vraiment de voir que le bien est géré correctement en fonction de ce qu'ils ont édicté et en fonction de leur convention internationale.

Donc il y a une communication vers l'internationale qui est prévue ?

Oui, donc clairement le but c'était aussi de sortir. On a travaillé sur une base de données de tous les sites Unesco pour le moment autour des pays limitrophes à la Belgique, pour pouvoir l'annoncer à toutes les institutions Unesco. On espère pouvoir monter une conférence de presse sur Paris, on en fera une à Mons aussi évidemment. Et avec Mons 2015, on espère aussi une ouverture plus internationale.

Donc ici, on a pris le choix d'un centre d'interprétation, en quoi cela diffère d'un musée classique ?

La différence avec le centre d'interprétation, c'est que le centre d'interprétation met le visiteur au centre du parcours, tandis que le musée met l'objet au cœur du parcours. Ce qui est très différent avec le centre d'interprétation, c'est que c'est une notion qui est née il y a quelques années au Québec. C'est vraiment la volonté de vulgariser les contenus et de penser au parcours du visiteur d'abord et puis, quelque part, le contenu après. Hors, le musée, sa mission, si on va voir la définition de l'ICOM, c'est vraiment une mission scientifique, d'étude des objets et de vouloir valoriser ces objets. Après c'est vrai qu'il y a beaucoup de musées qui font pas mal de choses, mais ce n'est pas sa préoccupation première, c'est « tiens on va parler de quelques chose en fonction de ces objets et on y va ».

Après la différence en Belgique c'est les pouvoirs subsidiants. Le musée dépend de la Communauté Française et le centre d'interprétation, en termes de financement, dépend de la Région Wallonne. Donc voilà. Après il faut savoir qu'il y a énormément de musées en Belgique qui dépendent de la Communauté Française, donc les budgets sont beaucoup plus limités que pour la construction des centres d'interprétation. Mais ça n'empêche que nous, on est centre d'interprétation mais on a des subsides annuels de la Communauté Française. C'est parce qu'il y a quand même un travail scientifique qui est fait sur les collections d'objets que l'on doit conserver. Et donc l'objectif c'est vraiment de mettre le visiteur au cœur du parcours et qu'il comprenne les contenus le plus facilement possibles.

Annexe n°2 : Retranscription de l'interview de Géraldine Simonet, chargée de communication pour le Pôle Muséal, réalisée le 01/07/2013

Quels sont les acteurs qui interviennent pour la communication ? Est-ce que tu dois rendre des comptes à l'Unesco ou Mons 2015.

C'est des questions auxquelles on n'a pas encore forcément réfléchies, parce que Spiennes c'est typiquement le dossier qui, au niveau de l'ouverture, est reporté depuis 3 ans. Mais de la façon dont je l'imagine, Spiennes ouvrira en 2015, donc ce sera un événement balise de cette année. Et donc inévitablement la fondation sera, de près ou de loin, impliquée dans la campagne de communication, ne fuisse que s'il y a des demandes spécifiques. C'est des choses que la fondation n'a pas encore forcément arrêtées. Il faudra aussi que notre comm' soit alignée sur leur charte graphique, enfin voilà. Je pense qu'il y aura des échanges, même si la comm' est exclusivement pilotée par moi pour des lieux qui sont propres au Pôle Muséal. Je pense qu'on les consultera et qu'on se mettra d'accord pour travailler en bonne collaboration. Et à coté de ça l'Unesco, effectivement, devra être consulté parce qu'on ne fait pas ce qu'on veut avec leurs sites. Donc je pense que je vais piloter le plan de communication et qu'il sera soumis d'une part à l'Unesco, et d'autre part à la fondation pour essayer de coordonner l'ensemble de manière cohérente.

Est-ce qu'il y a déjà un plan de communication établi ?

Il y a des pistes mais pas encore de plan définitif. Il y a donc des pistes pour mettre le site en lumière aux niveaux local, national et international. Selon moi on peut comparer ça à ce qu'on est en train de faire actuellement avec l'exposition Andy Warhol. WBT (Wallonie-Bruxelles Tourisme) va de toute façon entrer dans le jeu pour donner un rayonnement international à cette ouverture, comme ils le feront certainement avec les autres lieux qu'on ouvrira dès la fin de l'année 2014. Et donc l'objectif c'est d'arriver à rendre cette ouverture visible sur tous les supports prints, sur le web, en cherchant des partenaires, etc. Moi je sens que ça répond bien au niveau des partenariats presses et médias donc je vais aller chercher là bas. Et pourquoi ne pas essayer d'obtenir un partenariat pérenne avec des médias qui seraient intéressés par la thématique.

La conservatrice des sites Unesco m'a dit qu'une stratégie avait été arrêtée, est-ce que tu y as participé ?

Oui, ça c'est son plan de gestion. Donc ici on a dû se projeter, car on n'ouvre pas un site pour un patrimoine reconnu par l'Unesco sans être suivi de près. Donc clairement elle m'avait demandé de déjà imaginer un peu le plan comm' d'ouverture. Et donc sur base de l'expérience que j'ai par rapport aux grosses expos, comme la réouverture du BAM, on était parti sur un petit budget et sur des perspectives. Je me suis intégrée là dedans et c'est vrai que ça n'a pas été simple parce qu'on a dû se projeter beaucoup dans le temps. Et puis ce n'est pas le tout d'ouvrir le site, c'est aussi de se dire comment on va lui accorder une visibilité une fois

qu'il sera ouvert. En plus c'est un site particulier dans le sens où il vit exclusivement durant la belle saison, donc d'avril à octobre. Il faudra que systématiquement, à la réouverture du site au public, on se dise : « bon cette année qu'est ce qu'on fait ? Est ce qu'on axe sur un angle de communication particulier ? Avec quelque chose de plus cette année ? Ou on garde comme l'année dernière ? Alors comment on attire d'autres publics qui ne seraient pas encore venus ? ». Donc c'est toute une projection dont on a déjà discuté mais concrètement on n'a pas encore établi les choses.

Donc chaque année il faudra vraiment relancer une nouvelle réflexion ?

Oui inévitablement. Je crois qu'on peut un peu comparer ça à Pairi Daiza, dans un autre domaine. Ils ouvrent pour la belle saison. Ils font un ramdam à leur réouverture, on les entend sur toutes les radios, tu le vois à la télé. Et je pense que ce sera un peu ce principe là. Pendant l'hiver les gens penseront à nos autres sites et il faudra qu'on dise « celui là ré-ouvre à la belle saison »

Dans cette stratégie, il y a aussi le choix de la communication conjointe pour les 3 sites Unesco. C'est un choix pour l'ouverture ou aussi pour le futur ?

En fait ce qui se passe, c'est que c'est vraiment une force d'avoir 3 sites Unesco sur Mons, et un 4^{ème} au Grand Hornu. Mais vraiment la ville de Mons c'est 3 sites. Il faut savoir qu'il y a un tourisme Unesco. Il y a des gens qui ne se déplacent que pour visiter des sites reconnus. Donc, bien qu'on ait envie de mettre en valeur chacun des sites individuellement, pour les gens qui sont spécifiquement intéressés par la matière proposée dans le site. Il y a toute cette tranche de public avec laquelle on va communiquer avec les 3 sites parce que, s'ils viennent à Mons, c'est parce qu'en une ville, il y a les 3. Et donc ça c'est quelque chose que depuis le début on a envisagé. On a sorti une première brochure l'année dernière où on présentait les 3 ensembles. Et ici à la fin de l'année 2013, à un an de l'ouverture, on va ressortir une brochure pour présenter les 3 parce qu'on juge que c'est vraiment une force de frappe assez importante par rapport à ce public cible là.

Qu'est ce qui a déjà été fait en comm' pour Spiennes ?

On a sorti une petite brochure de 12 pages qui présentait « Mons, ville aux 3 patrimoines Unesco », dans laquelle Spiennes avait une double page. D'abord sur sa reconnaissance, puis un autre volet pour présenter ce qu'allait être le Centre. Donc ça c'est ce qui a été fait spécifiquement en termes de brochure print. Et puis ici cette année c'est le deuxième focus qu'on fait. Cet été on a ouvert une expo au Beffroi sur les 3 patrimoines Unesco. Donc là, Spiennes dispose de grandes bâches avec des photos d'archives, et contemporaines, qui mettent en valeur le Centre. Et alors dans le cadre des journées du patrimoine, le focus cette année, il se fait sur Spiennes avec des ballades à vélo jusqu'au site, etc. Donc ça permet, dans un petit flyer dédié aux journées du patrimoine, de mettre en avant aussi le site de Spiennes. C'est tout des jalons, des petites pierres qu'on pose sur le chemin jusqu'à l'ouverture. Elle est quand même prévue au printemps 2015 donc...

Donc le site ouvre en 2015 et pas 2014 ?

Oui en 2015. Donc dans le cadre de l'année 2015. Donc en principe, si tout va bien, le site sera prêt en septembre 2014 et donc, ouvrir à ce moment là c'est pas possible, donc on ouvrira à la belle saison 2015.

Et sinon pour les actions déjà réalisées, j'ai aussi noté la rencontre citoyenne, le Mons mag.

Oui en effet, dans le Mons Mag on a aussi évoqué le Centre dans un gros dossier sur l'expo « Mons, 6 chantiers muséaux ». On avait fait un focus sur tous les sites. Et alors il y a un autre élément. On va donc sortir ici le premier bulletin des musées, qui est une revue sur le travail scientifique qui est mené dans le cadre du Pôle. Et là, on a demandé à chacun des conservateurs qu'ils présentent leurs sites, et donc Spiennes évidemment aura sa place.

C'est une publication qui va sortir 2 fois par an c'est ça ?

Oui c'est un semestriel et le premier numéro est pour octobre. C'est un tirage limité, on va en tirer 3000 exemplaires. Ca va être diffusé auprès de tout le domaine culturel, donc les institutions muséales, les directeurs de musées, etc. Mais aussi tous nos partenaires. Manuela elle a des gens de référence dans le domaine Unesco, ou des archéologues, ce genre de choses. Ca c'est tout du public dans ces liaisons à elle, qu'elle va pouvoir solliciter et envoyer via ce lien là.

Jusqu'à l'ouverture, est-ce qu'il y a d'autres actions prévues ?

On est effectivement toujours en réflexion. Mais 2014, c'est l'année de l'archéologie au niveau de la Région Wallonne. Donc inévitablement Spiennes sera mis en valeur l'année prochaine dans le cadre de cette année de l'archéologie. C'est pour ça à la base, que idéalement on aurait aimé ouvrir en 2014 parce qu'on trouvait que ça avait un impact. Mais finalement ça ne va pas être possible parce que ça ne sert à rien d'ouvrir pour un mois. Mais clairement avec Odile et Laurence (événement et médiation) on réfléchit à des actions qui mettront en valeur Spiennes durant l'année 2014.

Dans la stratégie, Manuela me disait que le public cible principal, dans un premier temps, serait le public pédagogique de fin de primaire début secondaire. Est-ce qu'il y aura des actions de comm' directement adressées à ce public ? Ou on s'en tient à du grand public ?

Ça on va devoir coordonner avec Laurence (médiation). Moi je vais travailler sur la communication grand public, viser le public familial etc. à travers tous les médias traditionnels. Et tout ce qui est public pédagogique, qui est plutôt une cible, une niche spécifique, c'est plutôt la médiation.

Pour le choix du nom, les propositions viennent uniquement de la conservatrice ? Qui se réunit autour de la table pour la décision finale ?

Ca été un grand débat, « qui on met autour de la table, comment on fonctionne ». Finalement on s'est dit, on va mettre autour de la table des conservateurs, moi comme chargée de comm', et Fabrice en tant que coordinateur de la cellule communication. Avec vraiment cette volonté de faire un brainstorming. Les conservateurs ont défini leurs attentes par rapport au message qu'ils voulaient exprimer dans le nom qu'ils allaient choisir. Et puis on est parti dans un milliard d'idées. Pour Spiennes, ça n'a pas été simple. Pour arriver au nom « SILEX'S », c'est Manuela qui a pas mal cogité toute seule. Et puis, un jour, elle est arrivée avec plusieurs propositions. Mais « SILEX'S », ça a du sens par rapport aux ustensiles dont on fait un nom propre pour le nom. Et elle, elle l'a détaillé en « Site International d'Exploitation du Silex » avec apostrophe Spiennes. Ca marche quoi. Et du coup, il y a eu un consensus parce qu'elle l'a présenté et on s'est tous dit « et oui ok ça marche »

Est-ce que tous les noms sont déjà fixés ? Une conférence de presse est déjà prévue ?

À ce stade on a tous les noms sauf celui du Centre d'interprétation de Saint Georges et du Dragon. Là on est en train de peaufiner, c'est une question de 15 jours à mon avis parce qu'on a un impératif de timing qui approche. Au niveau de la conférence de presse, on a prévu pour la dernière semaine d'août, une grosse conférence de presse-visit de chantiers et si possible dévoiler la charte graphique et les noms. Et alors on visitera Spiennes et l'Artothèque. C'est une demande spécifique de Manuela (conservatrice des sites Unesco) puisque ça fait des mois qu'elle l'envisage mais qu'à chaque fois, il y a eu des retards de chantier. Fin août on arrive à un moment crucial du chantier donc elle aimerait vraiment ramener la presse sur place. L'idée c'est vraiment de mettre le paquet et de faire venir la presse nationale aussi. Donc 2 visites de chantiers + les noms qu'on aura arrêtés et la charte graphique. On a une réunion par rapport à ça la semaine prochaine donc on verra ça. La charte graphique, elle a super bien avancé. Là on est dans les peaufinages des derniers petits pictogrammes donc voilà on commence vraiment à y voir clair. Et elle nous plait à tous, ça prend la bonne direction. De toute façon, on a cet impératif de sortir le premier bulletin des musées début octobre. Le graphiste va commencer à travailler début du mois d'août donc on a plus le choix, on doit avancer.

Est-ce que tu t'inspires de ce qui a été fait pour d'autres ouvertures de sites comme au Louvre Lens par exemple ?

De manière générale, je récolte un peu partout des infos pour m'inspirer, ça c'est clair. Et je regarde beaucoup où les grands musées sont visibles. Bêtement, pour Warhol, les gares et métros bruxellois c'est quelque chose que je n'avais jamais pu envisager faute de budget. Ici je l'ai. Et j'espère que pour les ouvertures de sites je l'aurais aussi. Je pense que c'est important de donner ce rayonnement là pour des ouvertures comme celles là. Je n'ai jamais directement eu de contact avec les autres musées, mais c'est vraiment par manque de temps parce que j'aimerais beaucoup pouvoir échanger avec d'autres chargés de comm' dans les musées, notamment récemment ouverts. Mais par manque de temps je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer d'autres chargés de comm' d'autres musées. Je regarde ce qui ce fait avec un

regard un peu plus aiguisé qu'une personne lambda. Mon objectif c'est aussi d'aller questionner des pros de la comm' dans les grands musées.

Par rapport au budget maintenant, est ce que ca fait partie du budget général du Centre ou est ce que c'est à part ?

Je ne sais pas du tout comment ils vont le ventiler. C'est à voir avec Manuela. Moi elle va me dire « tu as autant » disposes-en pour assurer la comm'. J'ai une enveloppe et je ne sais pas d'où elle émane.

Est-ce que tout passe par les marchés publics ?

Tout dépend des montants. Mais dans tous les cas on consulte 3 personnes. Après est-ce qu'on doit formaliser en marché public ou pas ça dépend de la somme qu'on atteint. Mais on est toujours tenu de solliciter 3 personnes. C'est très très réglementé. Après il faut l'approbation du collège. C'est encore plus fort pour la communication parce que c'est une visibilité de la ville de Mons donc le collège est très attentif et on n'a pas le choix.

Quels sont les grands challenges pour ce site là selon toi ?

Pour moi, la comm' de ce site là ne va pas être simple parce que, comme je te le disais, les moments d'ouverture vont demander un moment spécifique, chaque année de relancer les choses. D'autre part, c'est un site qui est décentré par rapport au cœur de ville et donc il va falloir trouver des astuces pour dire aux gens « c'est quand même sympa de sortir de la ville et d'aller voir jusque là ». Donc voilà pour moi c'est un site challenge parce que c'est aussi un public cible péda, familles. On va faire de la comm' grand public mais il faudra aussi vraiment aller chercher les niches. Ce n'est pas le plus simple, ce n'est pas la Ducasse Rituelle par exemple. En plus depuis 3 ans je bosse sur de la comm' d'expo. Enfin ça reste un musée, mais ça prend une spécialité, c'est spécifique comme matière. Et du coup, il va falloir un peu avancer à tâtons. Après je suis bien briefée parce que Manuela connaît très bien sa matière. Comme à chaque nouvelle exposition, j'ai un briefing sur le contenu, ce qui fait qu'on adapte mieux la communication quand on travaille avec des gens compétents. Et un autre défi, c'est que sur une année on va ouvrir 4 sites. En termes d'énergie et de charge de travail, ça risque d'être un défi. Comment réussir à sortir la même énergie pour chaque site. Mais il ne faudra pas non plus noyer les gens parce que, d'un coup, le culturel va exploser. Il faut que les gens s'y retrouvent et surtout qu'ils soient concernés par ce qu'on leur propose. Je pense qu'il y a vraiment la matière pour intéresser les gens. On a une programmation suffisamment diversifiée que pour aller chercher dans chaque domaine une petite partie de la population. Ça c'est peut-être notre force. Maintenant il ne faut pas qu'on s'épuise. Il faut tenir sur la longueur. Moi j'envisage bien 2016, 2017, il faut toujours faire preuve de créativité.

Est-ce qu'il y a des procédures d'évaluation de la communication qui sont mises en place ?

Les taux de fréquentation sont déjà un signe, bien qu'on se rende de plus en plus compte que, je parle en termes d'expo ici, que même une expo hyper visible n'est pas forcément fréquentée. Je prends l'exemple de « Corps Commun ». Il y a peu de gens qui m'ont dit qu'il n'avait pas vu mes panneaux jaunes et pourtant la fréquentation n'a pas du tout décollé. Donc c'est un indicateur mais ce n'est pas suffisant que pour se dire : « tu as bien fait ton job ». Je pense que c'est un tout. Il y a une grosse part de médiation dans le domaine culturel. Il y a une très grosse part de « je vais voir le public, je le prends par la main et je lui dis que c'est bien pour lui ». La programmation joue beaucoup aussi. Je pense qu'on va mettre en valeur des patrimoines pour lesquels il y a déjà un intérêt et donc mon travail à moi c'est d'informer les gens que ça existe et que c'est à leur disposition. Des outils à proprement parlé, à part la page Facebook qui augmente, je vois le nombre de personnes qui s'inscrivent à la newsletter qui augmente, je peux contrôler la fréquentation de mon site internet. Ce sont des choses très concrètes. Et les gens qui participent aux activités ponctuelles. Et puis avec Laurence on a mis en place un petit bulletin que les gens peuvent remplir et dans lequel il y a un questionnaire sur « comment avez-vous été informé de... » avec toute une liste de choix. Mais là aussi, répond qui veut. Tu n'es pas obligé, en sortant, de répondre. C'est toujours très difficile d'évaluer ce genre de chose. Et pour le coup je le reconnais très volontiers, j'aimerais avoir le temps de réfléchir à des outils d'évaluation. Mais j'ai tellement le nez dans le guidon que ce n'est pas possible. C'est frustrant parce que moi je vois mes expos, que ma comm' est opérationnelle mais comment le public perçoit ce que j'utilise ? Je n'ai pas encore eu le temps de me pencher suffisamment sur la question. Je ne désespère pas d'y arriver, mais dans l'état actuel des choses ce n'est pas possible. C'est une des lacunes.

Annexe n° 3: Retranscription de l'interview de Manuela Valentino, Conservatrice des sites Unesco à Mons, réalisée le 03/07/2013

En quelle année est née l'idée du Centre ?

La dernière mouture, ça doit remonter à 2010 quelque chose comme ça.

Qui sont les acteurs autour de la table au moment de monter le dossier pour l'obtention des subsides européens ?

Alors c'était la ville. Forcément, le cabinet du bourgmestre était là pour donner l'impulsion au projet. C'était Stéphane Maucci, qui maintenant est chef de cabinet de Nicolas Martin, mais qui à l'époque était directeur des fonds européens. Donc c'est vraiment lui, du moins c'est ce que j'ai cru comprendre, avec Xavier Roland² pour le côté plus culturel. Après, très vite, on retrouve autour de la table les archéologues de la région, puisque la région voulait aussi participer au projet comme ils sont là depuis de nombreuses années. Et donc à l'époque, il n'y avait pas d'attaché conservateur spécifique. Xavier Roland, à l'époque, était au cabinet du bourgmestre, pour le côté stratégie générale culturelle. Et Maucci pour tout ce qui était fonds européens et savoir comment était constitué le dossier.

Et qui s'est occupé des cahiers des charges etc. ?

Alors ça, au niveau pratique tout a été géré par la cellule projet, donc Valérie Dhaevers qui travaille là depuis plusieurs années. C'est encore elle qui régit toute la coordination administrative, financière, etc. Ce qui n'est pas léger ! Après, c'est elle aussi qui rend toutes les justifications par rapport à l'Europe. Donc à ce moment là, il y avait une directrice des marchés, comme on l'appelait, mais elle est pensionnée maintenant. Donc c'est vraiment Valérie Dhaevers qui a joué ce rôle là. Bien sûr les marchés, ça fait appel à beaucoup de coups de fil différents, pour pouvoir anticiper sur l'ensemble des marchés.

Donc il y avait Valérie, Xavier, les archéologues. Et puis moi quand je suis arrivée il y avait encore les marchés pour tout ce qui est graphisme, la scénographie, etc. On a monté ça avec un scénographe parce qu'au départ, dans le projet, le bureau d'architecture qui a gagné le projet devait s'entourer notamment d'ingénieurs en stabilité, mais aussi d'un scénographe.

Donc moi quand je suis arrivée grosso modo on en était à cette phase là. On avait un scénographe qui redessiné nos idées sur papier. Ca a été la base pour formater un cahier détaillé sur le nombre de vitrines, le type, les verres, les hauteurs, etc. en fonction des indications qu'on lui avait données. Tout ça est alors transmis chez nous pour qu'on vérifie si tout correspond à ce qu'on veut et après ça part chez Valérie pour tout ce qui est plutôt administratif.

² Responsable du Pôle Muséal actuellement

Et le rôle de la conservatrice dans tout cela ?

C'est un peu le rôle d'un chef d'orchestre. Ce n'est pas toujours facile. C'est vrai qu'un conservateur, ça fait plutôt penser à quelqu'un qui conserve, quelqu'un qui pourrait être très passéiste et purement scientifique. Alors oui, il y a du scientifique puisqu'à Spiennes il y a quand même toute la conservation du sous-sol et tout ça. Mais par rapport aux ouvertures de sites, on a plus un rôle de chef de projet, de gestionnaire directeur que de conservateur finalement. Bien que forcément, la conservation est là puisqu'il fait savoir techniquement comment on va conserver des pièces qui ont 6000ans, comment on va les présenter, sous quelle lumière, etc. Voilà en gros tout ce qui doit être réfléchi.

Donc moi, disons que mon rôle c'est vraiment d'être le chef d'orchestre. Vu le fait que dans ma tâche moi, j'ai 3 sites, je ne peux évidemment pas être sur le terrain partout. Donc à chaque fois je travaille soit avec les équipes indépendantes qui ont été nommées via les marchés. Mais quelque part, ils doivent faire un état de tout ce qu'ils font, et si ça pose problème, ça peut aller jusqu'à remettre en question un marché. C'est arrivé dans un des 3 dossiers. Ou soit avec des gens en interne pour arriver au final à une stratégie générale qui est quand même assez complexe puisqu'on a la stratégie au niveau ville, et on a la stratégie au niveau Unesco qui nous est demandée quand on est sur un site Unesco.

Et donc, par exemple, pour l'Unesco, on doit gérer les sites en fonction de 7 axes. Là dedans on retrouve tout ce qui est scientifique, la valorisation culturelle, le tourisme, les relations internationales, la communication, ainsi de suite. Par exemple, dans le chapitre valorisation culturelle, on va retrouver le projet du Centre d'interprétation forcément. Donc voilà, c'est ça aussi mon rôle, c'est de veiller à tout cela. Au delà des ouvertures de sites, où là je vais dire c'est très proche de nos dossiers d'abord portés par la ville, c'est aussi de veiller à la conservation, et que les reconnaissances Unesco octroyées soient maintenues. Il faut savoir qu'une reconnaissance Unesco n'est pas pérenne. C'est déjà arrivé dans certains cas que ce soit retiré. Ce serait évidemment vu comme un échec.

Je reviens sur cette stratégie, tu me dis qu'il y a deux orientations : Unesco et ville. C'est tout ce qui est repris dans les 700 pages dont tu m'as parlé la dernière fois ?

Non, donc en fait il y a 7 axes dans la stratégie générale, ils sont donnés dans la structure générale de l'Unesco. Ce que moi j'ai essayé de faire, c'est d'appliquer la stratégie de l'Unesco à la stratégie de la ville. Ça forme un seul ensemble. Maintenant les pouvoirs locaux ont des intérêts, par exemple, en termes de développement touristique. Tout ça doit se recouper un moment donné. Et les priorités de la ville ne sont pas forcément les priorités de l'Unesco, donc il faut trouver un juste équilibre. Par exemple on ne pourrait pas imaginer, pour l'Unesco, du tourisme de masse, alors que pour la ville, c'est ce qui est intéressant, d'avoir beaucoup de tourisme. Mais il faut chaque fois trouver l'équilibre entre les deux.

Dans cette stratégie, il y a un chapitre dédié à la communication. J'ai vu Géraldine³ qui m'a dit qu'elle avait dû évaluer un plan de communication pour l'ouverture et la première année. Cette stratégie se projette jusque 2015 ou c'est du très long terme ?

³ Géraldine Simonet, chargée de communication pour le Pôle Muséal

En fait ça dépend des axes. Parce qu'il y a des axes, comme la conservation des minières, où on ne pourrait pas envisager ça jusque 2015. Ce que l'Unesco demande, c'est d'avoir la stratégie court terme, très court terme, la stratégie moyen terme si possible, pour lesquelles il y a déjà des pistes, et la stratégie long terme idéalement. Tous les chapitres ne sont pas, entre guillemets, au même niveau. Les deux piliers de l'Unesco, parmi les 7, ça reste quand même la conservation d'un côté et la valorisation de l'autre. Et donc forcément la communication entre là dedans aussi. Elle n'est pas vraiment sur le long terme, même si il y a déjà des pistes qui sont données. Ce qu'on a essayé de travailler, c'est forcément jusque 2015 compris, car c'était la priorité pour l'Unesco. Et après oui, on imagine bien qu'il y aura des vagues successives, on l'espère du moins, en termes de zones géographiques qu'on toucherait, qu'on ne saura pas forcément faire dans un premier temps, mais que par la suite, on aimerait bien. Mais pour la communication, et pas que pour cet axe là d'ailleurs, on a travaillé avec les services qui étaient sensibles au chapitre sinon ce ne serait pas possible à mener.

En ce qui concerne les travaux, tout sera fini en septembre 2014, mais on ouvrira en 2015, c'est bien ça ?

Alors ça c'est vraiment les derniers pronostics, c'est un chantier qui est assez compliqué. Donc là, les travaux, d'après le planning que j'ai, fin septembre, le bâtiment sera terminé. Ça posait la question de la stratégie de communication justement, parce que le souci c'est qu'on aurait dû ouvrir début octobre alors que normalement, on ferme fin octobre parce que ce n'est pas facile d'accès en hiver. Donc on s'est dit, mettre beaucoup de moyens pour un mois ça va frustrer le visiteur et en même temps l'année suivante, tout serait à refaire parce que soit les gens ne seront pas venus, soit ils seront venus sur une courte durée. C'est très compliqué et en même temps nos moyens sont limités aussi. On ne peut pas mettre les mêmes moyens sur l'ouverture de 2014 et les remettre en 2015. Donc on est en train d'envisager ça pour, aux dernières nouvelles, début 2015. Ce sera en plus l'année phare, ça va permettre de rentrer dans le projet, et de toucher des publics qu'on n'aurait pas forcément directement touchés si on avait ouvert plutôt en 2014. Le point négatif c'est qu'on aurait aimé avoir une première saison, mais bon elle aurait vraiment été de courte durée.

Par rapport au dossier qui a été monté pour la demande des subsides européens, il y a donc une fiche projet et un dossier financier qui ont été remis ?

Oui. Mais après il y a des contacts, je ne vais pas dire quotidien parce que c'est faux, mais quand même très régulier avec l'Europe, puis aussi avec la cellule administrative de Valérie Dhaevers. Dans le cadre du dossier de Spiennes, il y a une première estimation qui a été faite, 2.200.000€ de tête. Au fur et à mesure du chantier, on a vu qu'il faudrait plus d'argent. On a dû faire une deuxième sollicitation pour les suppléments. Donc il y a quand même des contacts réguliers pour que ça puisse coller. La seule condition c'est que le subside européen ne dépasse jamais 80% de la somme totale. Donc les 20 autres % doivent être prestés par la ville et normalement, tous les dépassements aussi. Ici il y a quand même des possibilités de dialogues.

Par rapport aux subsides, est-ce que la Région Wallonne intervient ?

Ca alors, je pense que l'enveloppe « feder » est de 80%, dans les enveloppes « feder » en retour. Mais le pourcentage exact je ne saurais pas le dire. Maintenant ce que la région va amener aussi c'est par exemple au niveau de la scénographie. Il va y avoir un autre ministère, qui est celui du tourisme, où là, c'est la région qui peut apporter aussi 60 à 80% de l'enveloppe signalétique. Après la région ce qu'elle apporte aussi c'est sa connaissance scientifique avec la DGO4.

Est-ce que la SRPH est la seule à fouiller à Spiennes ?

Donc ça, c'est une ASBL qui a été créée dans les années 50 et qui a toujours fouillé à Petit Spiennes. Et depuis une quinzaine d'années, la Région Wallonne subsidie non seulement cette ASBL, mais elle a aussi nommé un archéologue et deux techniciens sur le site de Spiennes, qui travaillent sur la station de recherche à « Camp-à-Cayaux », de l'autre côté de Spiennes. Et eux, leurs missions c'est de mener des fouilles sur tout Spiennes, pas seulement à Petit Spiennes ou sur les puits en particulier. Ils étudient tout le matériel qui va sortir. Et donc ce qui n'est peut-être pas clair, parce que qu'au niveau du personnel, le personnel de la SRPH est parti à la Région Wallonne et d'autres personnes sont rentrées dans l'association. Donc tout est un peu dans tout. Et c'est vrai qu'au départ, cette association, avant, s'appelait « les amis du musée de la préhistoire de Mons ».

La ville a dû exproprier la SRPH, puisque le terrain appartenait à l'association, là où ils fouillaient et là où il y aura le futur Centre. Ce qui avait été convenu avec la ville, c'est que, jusqu'au chantier, ce serait la SRPH qui s'occuperait des fouilles, mais aussi de la valorisation du site. Ils organisaient par exemple des visites guidées une fois par mois, il y avait en moyenne 1000 visiteurs par an qui descendaient grâce à ces visites. Et donc quand le chantier a commencé, s'est posée la question de savoir comment on allait travailler avec eux puisqu'en même temps, ça faisait 50 ans qu'ils étaient là. Ils ont une très bonne connaissance du site et de ses spécificités forcément. Du coup, très très vite, quand le cahier des charges s'est monté, l'archéologue de la Région Wallonne était là, mais il y a toujours eu un relai SRPH qui était fort proche aussi. Et on a décidé, quand je suis arrivée il y a plus d'un an et demi, c'est de leur donner, à l'ouverture du Centre, la possibilité de faire toutes les visites guidées en sous-sol avec le grand public. Pourquoi ? parce qu'ils ont l'expérience en tant qu'archéologues, ils peuvent voir s'il y a des problèmes de conservation, et n'importe qui ne pourrait pas voir s'il y a un souci, ils ont l'œil averti. Donc ça c'est en passe d'être signé. Et en même temps ils ont participé au dossier, peut-être moins que celui de la Région Wallonne mais quand même.

Et ça représente combien de personnes ?

La SRPH ? Une ou deux personnes. Ca dépend un peu des moments, elle est attachée à la Région Wallonne puisque c'est eux qui financent, ils apportent par exemple de l'aide à certaines fouilles que les archéologues de la région mènent, ou pour concevoir des missions spécifiques. Donc en fait c'est variable. Il y a un niveau 1 et un technicien. Mais il y a certains mois où il n'y a pas forcément 2 personnes, ça dépend de l'aspect financier. Les subsides sont revus par la région à chaque fois donc.

Et donc la région a son propre archéologue sur place ?

En fait en Belgique, on ne peut pas fouiller comme on veut. À chaque fois qu'il y a demande de fouille, ça transite par l'archéologue responsable du site qui va octroyer l'autorisation ou pas. Maintenant ça a aussi posé la question en comité scientifique Unesco de savoir si, dans les années futures, il n'y aurait pas, par exemple une université qui pourrait fouiller à Spiennes. Légalement, c'est possible, mais pour tout ce qui est scientifique et fouilles archéologiques, c'est vraiment la région qui a la main là dessus. C'est pas nous par exemple qui, demain, allons organiser des fouilles avec n'importe quel intervenant. On pourrait à la limite l'initier mais c'est de toute façon la région qui doit donner son accord. Mais il y a déjà des choses. Chaque été, il y a des stages de fouilles, il y a des étudiants d'universités qui viennent.

La DGO4 a donc un département archéologique qui travaille à Spiennes

La DGO4 c'est très global pour toute la Wallonie. Pour Spiennes, la chance qu'on a c'est qu'on a vraiment une archéologue qui est attachée, ce qui est unique, ou du moins extrêmement rare en Wallonie. Le plus souvent, il s'agit juste de fouilles de suivi de chantiers, ce genre de choses, plutôt que des fouilles longues durées. C'est ce qui est assez exceptionnel à Spiennes, c'est qu'on a vraiment des fouilles depuis 140 ans. Il y a eu des interruptions, mais ici ça fait 15 ans qu'il y a des fouilles consécutives. C'est vrai qu'il y a des spécificités en plus de la reconnaissance Unesco.

Qui délivre le certificat de patrimoine exactement ?

Il y a une commission en fait. Il y a les personnes en interne qui ont déjà analysé le dossier, et puis en fait il y a une commission des monuments et des sites qui voit repasser le dossier. C'est vraiment cette commission là qui va statuer. Mais c'est une orientation, au final c'est tout de même le ministre qui tranche.

Est-ce que le budget communication fait partie du budget général ?

Alors ici attention, parce que budget général ça n'existe pas. Le premier budget qui a existé c'était le budget « feder » pour la construction du bâtiment. Progressivement, les autres budgets sont arrivés. En fait le budget communication, il va être essentiellement pris sur le budget du Pôle Muséal. Et dans le budget du Pôle, on retrouve une partie 100% ville de Mons et une partie subsidiée par la fédération Wallonie-Bruxelles. Mais dans le cadre de ces ouvertures de sites, c'est un peu plus complexe car moi j'ai été dealer au niveau de la province, de la fondation Mons 2015, pour avoir de l'argent en plus. En gros cela sera ¼ Mons 2015, ¼ province du Hainaut si tout va bien parce que j'attends toujours des nouvelles. Maintenant ce qui est plus compliqué pour nous c'est de savoir ce qui passe sur fonds propres ville et fédération, ça c'est plutôt Xavier⁴ qui gère. Mais c'est aussi parce qu'on est sur le cas spécifique d'un site Unesco, c'est pour ça qu'on peut aller chercher de l'argent à la province

⁴ Xavier Roland, responsable du Pôle Muséal

notamment. Et aussi si on avait ouvert en 2014, on aurait eu de la Région Wallonne pour l'année de l'archéologie, mais finalement ce ne sera pas le cas.

Quel est le rôle du comité scientifique ? Et celui du comité de gestion Unesco ?

En fait c'est par site. Comme Spiennes a été reconnu à part entière et pas dans le cadre d'une candidature collective. Chaque site, ayant sa spécificité, a un comité scientifique qui se réunit deux fois par an, donc une fois tous les 6 mois idéalement. Il est présidé scientifiquement, et fait appel aussi bien aux personnes sur le terrain qu'à des extérieurs, des gens qui ont une maîtrise d'un sujet bien spécifique. Puis ce comité scientifique il va voir si les objectifs scientifiques sont bien respectés, il va mettre des perceptives, faire des partenariats. Ce comité scientifique n'a pas de pouvoir décisionnel.

Et puis on a le comité de gestion. Là on va y retrouver vraiment les acteurs de terrain, que ce soit à la ville, la région, la SRPH, etc. Il y a des personnes qui font partie de ce que l'on peut appeler « le noyau du comité », et des personnes qui participent en fonction de leur domaine. Par exemple, pour le tourisme, on a les différents niveaux : région, province, ville. Eux ils ne vont pas être présents à chaque comité. Ils seront plutôt sollicités par le noyau quand ce sera nécessaire, pour des renseignements. Ce comité va rédiger un plan pour l'avenir, va mettre en évidence les difficultés qui pourraient se poser au niveau du site. Le but c'est aussi que les acteurs se parlent pour éviter un problème de gestion. Ce comité de gestion peut mandater le comité scientifique sur une question pour demander son avis. C'est de la gestion, on va y retrouver les gestionnaires de terrain, mais il a plutôt un pouvoir d'orientation plutôt que décisionnel puisque le pouvoir décisionnel va être pris un niveau au dessus, qui est le « Comité Wallon... quelque chose comme ça », c'est un nom à rallonge ! Là on retrouve des politiques, pour la ville de Mons c'est l'échevine de la culture qui nous représente. On va retrouver les différents cabinets des différents ministres. Et si ce comité là juge que les pistes déposées par le comité de gestion sont utiles et correctes, ils les feront remonter au gouvernement wallon. Le gouvernement wallon va avaliser aussi. Mais le dossier peut redescendre parce qu'il n'est pas jugé utile ou qu'il faut y apporter des modifications. Et le gouvernement de la Région Wallonne, quand il aura voté les actions, les fera remonter au centre mondial de l'Unesco. Pourquoi est-ce que ce n'est pas la ville qui fait remonter directement ? Et ben parce qu'en Belgique il y a eu des discussions entre l'Unesco et les régions qui ont fait qu'en fait, ce sont les régions qui sont responsables de la bonne conservation des sites. Et après, les régions vont voir avec les différents gestionnaires, que ce soit des villes ou des privés, que tout soit géré correctement. C'est pour ça que ça passe au gouvernement de la Région Wallonne.

On retrouve ça pour chaque site classé par l'Unesco. Dans le cas des beffrois c'est beaucoup plus compliqué parce que c'est une reconnaissance collective, donc c'est un seul plan pour tous les beffrois de France et de Belgique. Donc là c'est très très chaud. La ducasse c'est différent parce qu'il s'agit d'immatériel donc c'est la Communauté Française et pas la Région Wallonne. Au niveau de la région, ils ont décidé de remettre un comité transversal, mais qui n'existe pas encore parce qu'il fallait qu'on ait d'abord tous les plans de gestion. Et lui va essayer de lier les différentes perspectives des différents lieux, ce qui est intelligent. Parce qu'on s'est rendu compte qu'on peut travailler sur des axes de communication qui peuvent

être partagés par d'autres sites ou des axes signalétiques, etc. Donc il y aura un comité transversal mais à l'heure actuelle il n'existe pas.

Et le comité de gestion lui, il doit se réunir quatre fois par an. Mais l'année passée on s'est réuni quasiment tous les mois parce qu'il y avait le plan de gestion et que c'était énorme comme travail. Après ça va être plus aéré dans les années qui viennent. Et en fonction, c'est toujours la présidente qui fait remonter au niveau supérieur, pour que le niveau supérieur puisse remonter, et ainsi de suite. Donc là c'est au besoin. Ce sera peut-être une fois par an, ou deux. Parce que le plan existe, mais on reçoit toujours des documents, par l'Unesco notamment donc il faut compter que tous les 2 mois il faut remettre à jour. Voir si les pistes ont avancées, si non pourquoi, etc.

Le nom du site sera SILEX'S= « site d'exploitation du silex à Spiennes » ?

Non, ce sera SILEX'S tout seul parce que la signification n'a pas été retenue par le collègue. Mais le 'S reste pour Spiennes.

Concrètement, où en est le chantier maintenant ?

Les fondations sont coulées, il faut finaliser. Mais ça va être les congés du bâtiment et donc pour la rentrée, donc fin août, on sera aux piliers. Ça a bien avancé, on a eu le temps avec nous. On prépare une conférence de presse fin août. On pourra divulguer le Centre, à quoi il servira, etc.

Pour le nombre de visiteurs, vous en attendez donc 20000 par an ?

À l'horizon 2015 oui on l'espère. Mais c'est 20000 en surface. En sous-sol, ce sera 5500 max. En tout cas pour le moment ça se limite à cela. Cela sera peut-être revu à la hausse ou à la baisse, on verra comment la minière se comporte. Et en surface c'est une estimation pour 2015. Mais ce n'est surtout pas un endroit où on veut faire du tourisme de masse, ce n'est pas là qu'on va pousser le plus en termes de comm' pour faire venir les gens. L'idée c'est plus de valoriser le site dans de bonnes conditions.

Dans la stratégie, il y a une publication qui est prévue. Il s'agira d'un catalogue en vente en boutique ?

On travaille là dessus depuis quelques mois. Ça a été fort débattu. On ne voulait pas faire un catalogue classique, c'est-à-dire une brique avec toutes les pièces à la queue leu leu. Ce n'est pas du tout l'objectif. On l'a dit clairement depuis le départ, on n'est pas un musée, donc ce n'est pas la collection qui est au centre, c'est vraiment le parcours du visiteur, son cheminement dans l'espace. Mais en même temps, c'est vrai qu'on veut valoriser nos collections c'est clair. Donc on a trouvé cette idée de publication qui est plutôt de travailler sur un format d'à peu près 80 pages, qui n'est pas du tout une encyclopédie sur pied. Avec la volonté de valoriser la collection, mais aussi le contenu général du Centre, la découverte du site, comment on a creusé les minières, etc. Donc la structure de la publication va suivre en grande partie les grandes thématiques qu'on va retrouver dans le Centre. Maintenant, c'est vrai qu'on a eu beaucoup de débats là dessus, parce qu'au départ on s'était dit qu'on se

dirigeait plus vers un guide du visiteur. Vraiment un ouvrage qu'on pourrait consulter sur place, objet par objet. Ça paraissait relativement utopique de croire que les gens allaient acheter avant pour suivre l'exposition. On jette plutôt un coup d'œil sur le catalogue ou la publication et puis, quand on a terminé, on veut en savoir plus donc on achète. Surtout, pour moi, ce qui était important c'est que ce soit un ouvrage qui pourrait être vendu à d'autres endroits, un peu comme une carte de visite qui renvoie vers le Centre. Et pas qu'il soit trop rattaché à la scénographie au point que ça n'aurait pas de sens de le vendre ailleurs. Et donc finalement on est arrivé à un bon compromis. Ce sera à destination du grand public mais ce sera de la vulgarisation scientifique, avec une base scientifique fort présente. On va présenter les pièces qui sont dans le Centre mais pas seulement. En effet, on ne pourra pas tout exposer pour des raisons de conservation. Mais certaines seront présentées à l'Artothèque, donc on pourra aussi renvoyer vers l'Artothèque. Comme c'est grand public, on veut aussi mettre en avant l'aspect photographique. Que ce soit agréable à lire.

Dans le centre, il y aura donc un espace boutique ?

Oui. Mais pas très très grand. Ce n'est pas le plus important. Il y aura un gros desk d'accueil, et l'idée c'est que la boutique prenne place dans cet espace là aussi, plus une partie qui est juste en face et qui permet de mettre pas mal de choses. En termes de produits dérivés, l'idée au niveau de Spiennes, c'est de vendre des choses accessibles en prix, de favoriser la production locale. On ne veut pas une boutique comme on peut voir dans les grands musées. Mais de toute façon niveau espace, on est quand même assez limité. On y ajoutera d'autres publications plus tard aussi.

Est-ce que vous vous êtes inspiré de ce qui a pu se faire dans d'autres ouvertures ?

Oui et non. C'est un site tellement spécifique que pas tellement. Si on ouvrait un musée des beaux-arts, on ferait tous les musées des beaux-arts pour voir ce qu'il s'y passe. Ici ce n'est pas possible. Mais on s'inspire quand même toujours. Sur les 10 dernières années, il y a eu beaucoup de nouveaux musées donc on observe. Mais c'est toujours remis à la sauce spiennoise.

Annexe n°4: Simulations de l'architecture du futur Centre d'interprétation des minières néolithiques de Spiennes



© H and V Holoffe Vermeersch



© H and V Holoffe Vermeersch



© H and V Holoffe Vermeersch

Annexe n°5 : Minières en sous-sol



Cliché J-L Dubois © SRPH

Annexe n°6: Compétences de la Fédération Wallonie- Bruxelles, détail des compétences pour les matières culturelles⁵

- Les matières personnalisables (l'enfance, la santé, le sport),
- L'enseignement et la recherche scientifique,
- L'emploi des langues,
- Les matières qui en sont dérivées.
- Les matières culturelles :
 - Les matières culturelles sont attribuées aux Communautés par l'article 127 de la Constitution.
 - L'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles donne la liste des matières culturelles ainsi attribuées à la Fédération Wallonie-Bruxelles :
 - La défense et l'illustration de la langue ;
 - L'encouragement à la formation des chercheurs ;
 - Les beaux-arts ;
 - Le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles, à l'exception des monuments et des sites ;
 - Les bibliothèques, médiathèques et services similaires ;
 - La radiodiffusion et la télévision ;
 - Le soutien à la presse écrite ;
 - La politique de la jeunesse ;
 - L'éducation permanente et l'animation culturelle ;
 - L'éducation physique, les sports et la vie en plein air (à l'exception des infrastructures sportives subsidiées, matière transférée) ;
 - Les loisirs (à l'exception du tourisme, matière transférée) ;
 - La formation préscolaire dans les préguardiennats ;
 - La formation postscolaire et parascolaire ;
 - La formation artistique ;
 - La formation intellectuelle, morale et sociale.

⁵ Fédération Wallonie-Bruxelles, compétences, http://www.federation-wallonie-bruxelles.be/index.php?id=portail_competences, consulté le 27/06/2013

Annexe n°7: Compétences de la Région Wallonne⁶

Les compétences régionales sont strictement délimitées par la Constitution et par les lois relatives à la régionalisation.

Ainsi, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles précise que c'est le Parlement wallon qui règle les matières régionales par décret et elle en définit les compétences. De nouvelles compétences ont été transférées vers les pouvoirs régionaux en 1988. En 1993, certaines compétences régionales ont à nouveau été ajoutées tandis que l'exercice de certaines compétences de la Communauté française a été transféré vers la Région wallonne.

Les compétences de la Région wallonne sont actuellement, dans les grandes lignes :

- L'aménagement du territoire :
 - l'urbanisme, l'aménagement du territoire et la politique foncière ;
 - l'acquisition, l'aménagement et l'équipement de terrains à l'usage de l'industrie, de l'artisanat et des services ;
 - la rénovation urbaine et des sites d'activité économique désaffectés ;
 - les monuments et sites.
- L'environnement
 - la protection de l'environnement (sol, sous-sol, eau, air, lutte contre le bruit) ;
 - la politique des déchets ;
 - la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes.
- La politique de l'eau
 - la production et la distribution d'eau ;
 - l'égouttage et l'épuration des eaux usées.
- La rénovation rurale et la conservation de la nature
 - la rénovation rurale ;
 - la protection et la conservation de la nature ;
 - les zones d'espaces verts et les forêts ;
 - la chasse, la pêche fluviale et la pisciculture ;
 - les cours d'eau non navigables.
- Le logement
 - la police des habitations insalubres ;
 - les aides aux particuliers (primes) ;
 - le logement social.
- La politique agricole
- L'économie
 - la politique économique et d'innovation ;
 - la politique des exportations ;
 - l'importation, l'exportation et le transit d'armes, y compris les licences ;
 - l'exploitation des richesses naturelles ;
 - l'initiative industrielle publique et les sociétés régionales d'investissement ;

⁶ Site internet du Parlement Wallon, <http://parlement.wallonie.be/content/default.php?p=comp-00>, consulté le 27/06/2013

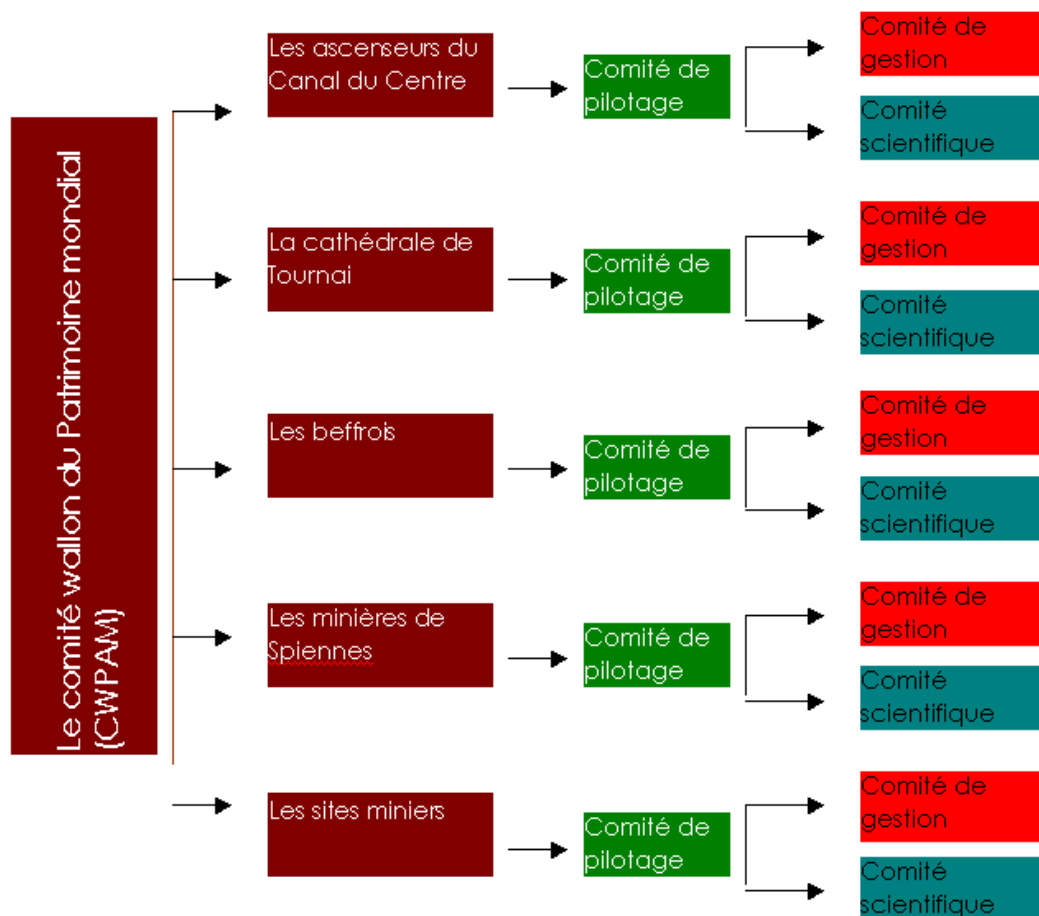
- l'attribution des labels de qualité et des appellations d'origine contrôlée de caractère régional ou local ;
- l'expansion économique par des aides aux entreprises industrielles (y compris les secteurs nationaux), commerciales, artisanales et des aides complémentaires aux entreprises agricoles.
- La politique de l'énergie
 - la distribution et le transport local d'électricité et la distribution publique de gaz ;
 - les sources nouvelles d'énergie, à l'exception de celles liées à l'énergie nucléaire ;
 - l'utilisation rationnelle de l'énergie.
- Les pouvoirs subordonnés
 - l'organisation et le fonctionnement (y compris la tutelle) des institutions communales et provinciales (en ce compris les intercommunales) ainsi que des agglomérations et des fédérations de communes (sauf Comines-Warneton et Fourons) ;
 - le financement général des provinces et des communes ;
 - les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;
 - les funérailles et sépultures.
- La politique de l'emploi
 - les programmes de remise au travail des demandeurs d'emploi inoccupés indemnisés ou des personnes assimilées ;
 - la formation professionnelle, le recyclage et la reconversion professionnels ;
 - l'application des normes concernant l'occupation des travailleurs étrangers et les permis de travail.
- Les travaux publics et les transports
 - les infrastructures routières et autoroutières ;
 - les voies hydrauliques et les ports ;
 - l'équipement et l'exploitation des aéroports ;
 - le transport en commun.
- Les relations internationales
 - la conclusion de traités internationaux et la coopération au développement dans les matières régionales
- La politique scientifique
 - la recherche scientifique se rapportant aux matières de compétence régionale.
- La politique de la santé
 - la dispense de soins (médecine curative) ;
 - les centres hospitaliers psychiatriques (à savoir Le Chêne aux Haies à Mons et Les Marronniers à Tournai).
- La politique d'aide aux personnes
 - la politique familiale et l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.) ;
 - la tutelle sur les CPAS ;
 - l'accueil et l'intégration des immigrés ;
 - la politique des personnes handicapées ;
 - le troisième âge.
- Les matières culturelles et l'enseignement :
 - les infrastructures sportives ;
 - le tourisme ;
 - la promotion sociale;

- les transports scolaires.

Il est à noter que les compétences qui ne sont pas attribuées expressément aux régions et aux communautés relèvent actuellement de l'Etat fédéral. Le législateur a cependant prévu que lorsque les compétences exclusives de l'Etat fédéral auront été déterminées, les compétences résiduelles relèveront des communautés et régions.

Enfin, la coordination et la coopération par voie de concertation entre l'Etat fédéral et les entités fédérées sont soit obligatoires soit facultatives dans toutes les matières.

Annexe n°8: Organigramme : Fonctionnement du Comité Wallon du Patrimoine Mondial (CWPAM) et des structures de gestion⁷



⁷ Région wallonne, Comité Wallon du Patrimoine Mondial, <http://dgo4.spw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/Patrimoine/Pages/Actualites/CWPAM.asp>, consulté le 07/07/2013

Annexe n°9 : La double page consacrée à Spiennes dans la brochure 12 pages sortie en 2012⁸





Minières néolithiques de Spiennes

Reconnu par l'UNESCO en 2000, le site archéologique de Spiennes est l'un des plus anciens et des plus vastes centres d'extraction de silex d'Europe.

Trois critères ont été retenus par l'Unesco. Tout d'abord, les mines néolithiques de Spiennes témoignent de manière exceptionnelle de l'inventivité et de l'ingéniosité des hommes de l'époque. Ensuite, le site illustre abondamment l'avènement des cultures néolithiques qui ont marqué une étape majeure dans l'évolution culturelle et technologique de l'homme. Enfin, le site est considéré comme un exemple remarquable de la technologie et de l'extraction du silex à cette époque.

En creusant notamment des puits de mines allant jusqu'à 16 mètres de profondeur, l'homme du néolithique a mis en place les techniques nécessaires pour extraire de grandes dalles de silex passant parfois plusieurs centaines de kilos. Il a également développé une spécialisation des techniques de taille aujourd'hui reconnue en tant que témoignage du génie humain.

Sur les traces des premiers mineurs

Parsemé de milliers de puits de mines, le site archéologique de Spiennes – à 6 km de Mons – s'étend sur 100 hectares. Il témoigne de l'évolution des premières sociétés sédentaires et constitue un terrain de recherches exceptionnel.

Mis au jour en 1867, à l'occasion du creusement d'une tranchée pour la ligne de chemin de fer Mons-Chimay, le site est fouillé depuis cette époque. Les plus anciennes minières ou ateliers de taille retrouvés en place sont vieux de 6400 ans. Hornis, l'incroyable quantité d'éclats de silex qui jonchent le sol à Spiennes, attestant du fait que le silex, après avoir été remonté, était taillé sur place. Les fouilles ont mis au jour des milliers d'objets parmi lesquels des haches, des lames en silex, des poteries mais aussi des restes de faunes et de squelettes humains. A proximité, un village néolithique entouré d'une enceinte a été repéré mais reste à ce jour inexploré.

À la découverte d'un site exceptionnel

Situé au cœur d'un écran vert, le centre de découvertes de Petit-Spiennes permettra dès 2013 de comprendre et toutes les facettes de ce site archéologique à la réputation internationale. Résultat de la collaboration engagée depuis quelques années entre archéologues et conservateurs, architectes et scénographes, le centre permettra de protéger, valoriser et donner une meilleure accessibilité à ce site archéologique d'exception.

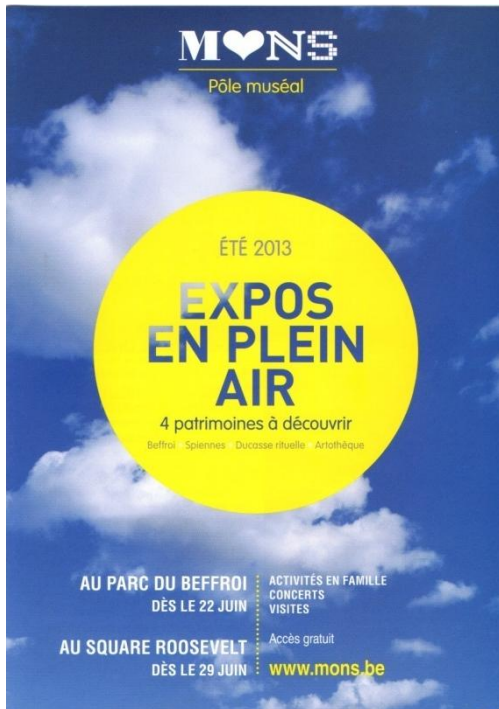
Au sein du site, le public pourra profiter de parcours didactiques et de balades tandis que dans le pavillon, le visiteur déambulera au sein d'un périmètre surplombant les fouilles archéologiques (un des seuls sites archéologiques en cours de fouilles accessible au public dans la Fédération Wallonie-Bruxelles). Au cœur de l'exposition, la notion de génie humain et une activité minière vieille de 6400 ans. Enfin, la descente dans une véritable minière du néolithique, à une profondeur de 9 mètres sera proposée sous réservation préalable et pour un public averti. Des visites guidées adaptées au public, notamment aux groupes scolaires et ateliers, seront proposées.

6

7

⁸ Voir page 68

Annexe n°10: Flyer promotionnel et photos relatives à Spiennes dans l'exposition en plein air au parc du Beffroi du 22 juin au 29 septembre⁹



⁹ Voir page 70



Annexe n°11: Etude approfondie des pratiques et consommation culturelles de la population en fédération Wallonie-Bruxelles

Figure 1¹⁰: Répartition des sept types de consommation culturelle dans la province de Hainaut (n=486)

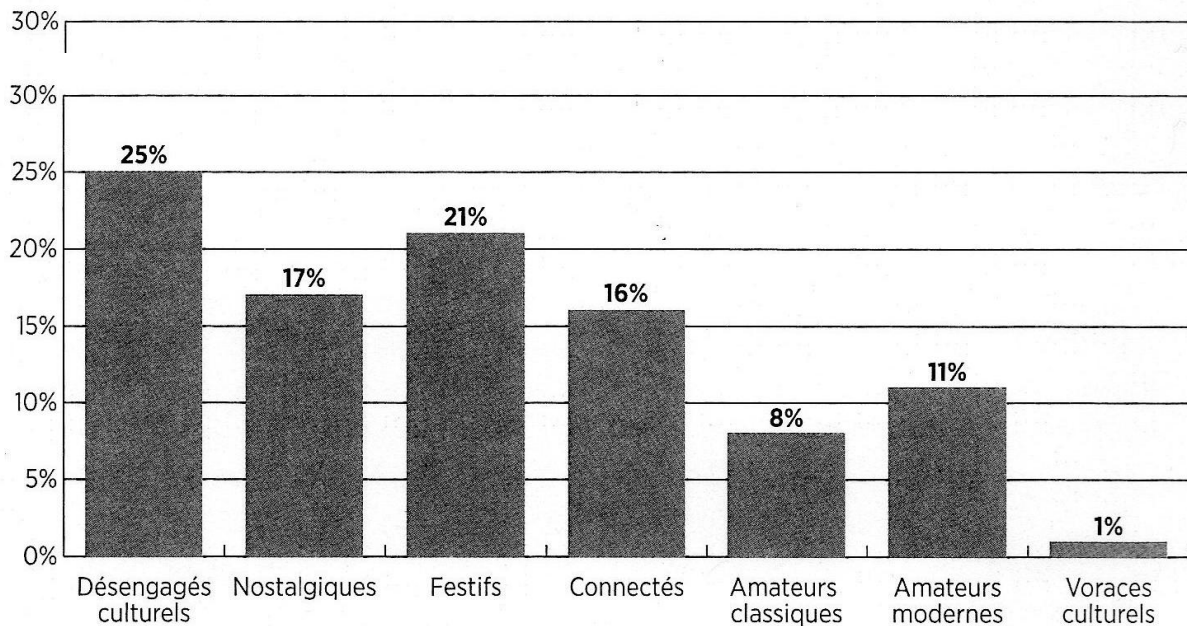
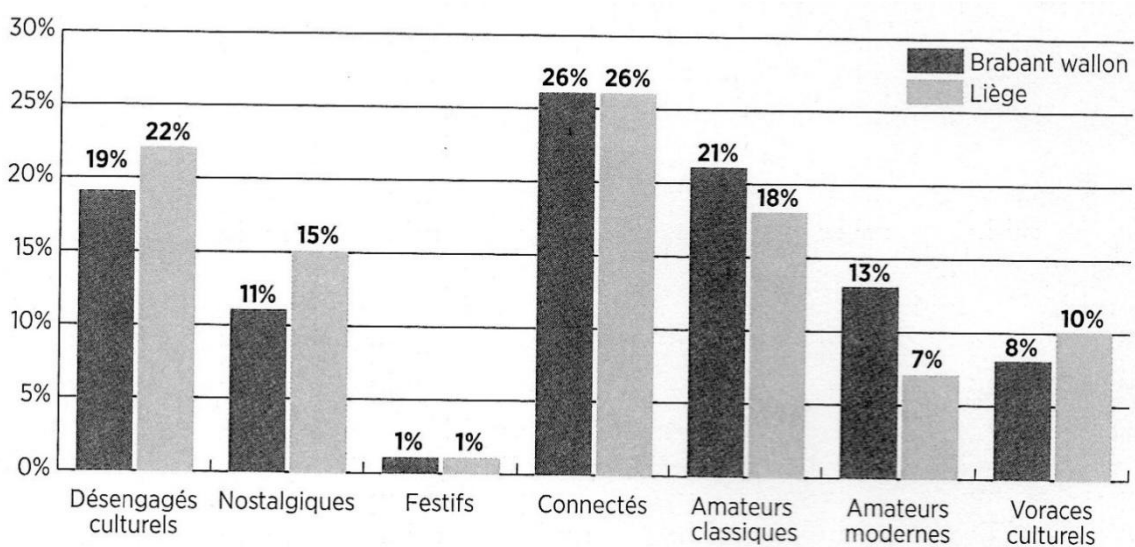


Figure 2¹¹: Répartition des 7 types de consommations culturelle dans les provinces de Brabant Wallon (n=141) et de Liège (n=396)



¹⁰ OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES, (novembre 2012), *Etude approfondie des pratiques et consommation culturelles de la population en Fédération Wallonie-Bruxelles*, Bruxelles, p36

¹¹ Idem p 34

Figure 3¹²: Répartition des sept types de consommation culturelle dans la province de Namur (n=165)

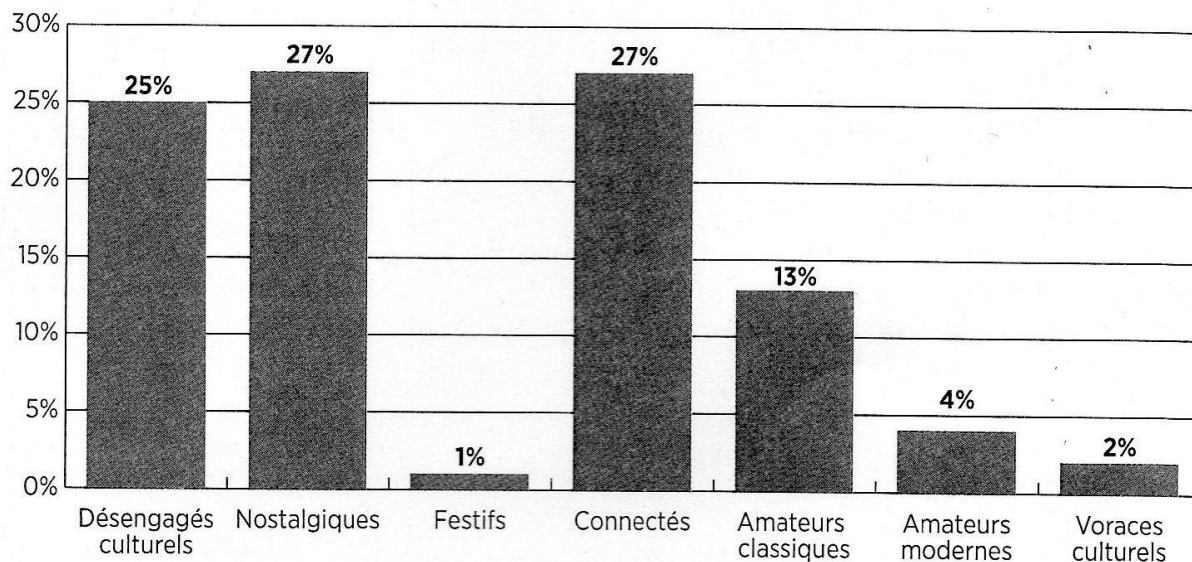
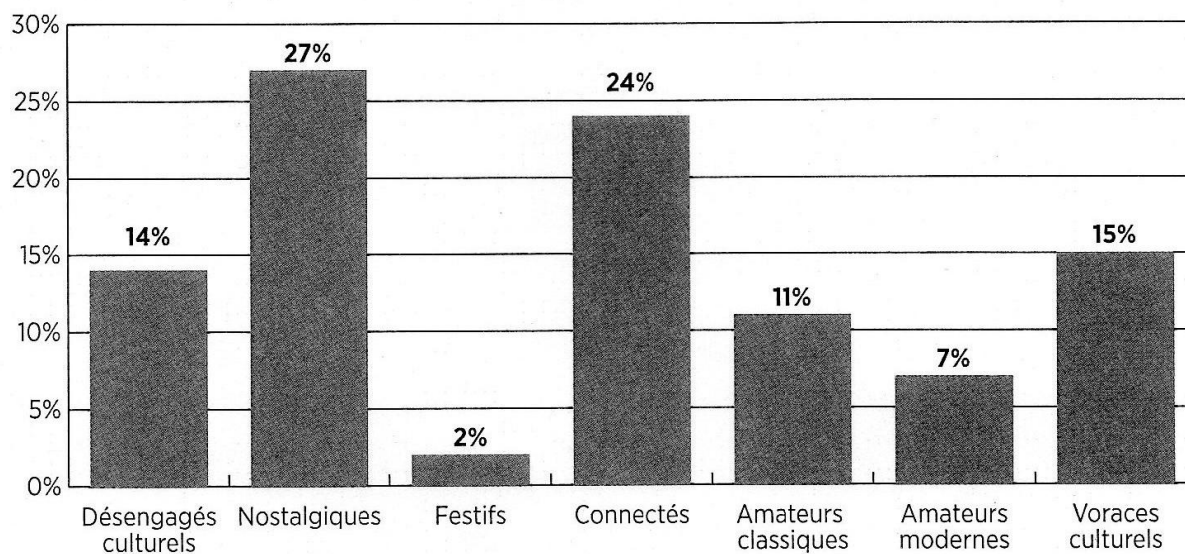


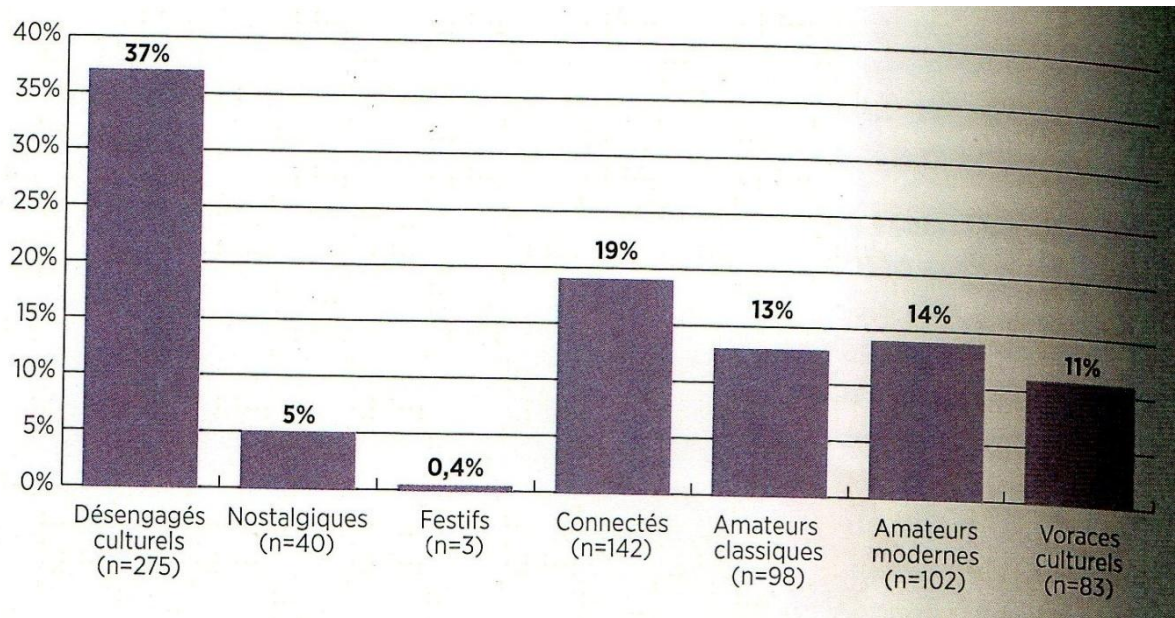
Figure 4¹³: Répartition des sept types de consommation culturelle dans la province du Luxembourg (n=89)



¹² Idem p35

¹³ Idem p37

Figure 5¹⁴ : Répartition des sept types de consommation culturelle dans l'échantillon bruxellois (tous clusters confondus ; n=743)



¹⁴Idem , p 26